

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 25 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONTS FOURNIL SA

Zone Artisanale du Clousis
BP 718
85167 Saint-Jean-De-Monts

Références : D24.0403
Code AIOT : 0006302183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement MONTS FOURNIL SA implanté Zone Artisanale du Clousis 18 rue des Essepes - CS 70718 85167 Saint-Jean-de-Monts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale 2024 sur les dispositifs de détection. L'inspection s'est concentrée sur le réseau de détection d'ammoniac associé à l'installation principale de réfrigération à l'ammoniac du site (SDM 3 et combles associés).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONTS FOURNIL SA
- Zone Artisanale du Clousis 18 rue des Essepes - CS 70718 85167 Saint-Jean-de-Monts
- Code AIOT : 0006302183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Monts Fournil exploite une usine de fabrication de produits alimentaires sur la commune de Saint Jean de Monts. Ce site est l'unique site de production alimentant l'ensemble du réseau de points de vente La Mie Câline qui propose pains, viennoiseries, pâtisseries, sandwiches, pizzas et salades.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	1 mois
3	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Détection Ammoniac – dispositif direction du vent	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection Ammoniac – fréquence et type de tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	1 mois
8	Détection Ammoniac – Test des asservissements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
9	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	1 mois
10	Détection Ammoniac – Test réel des asservissements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection Ammoniac – technologie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
4	Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
11	Analyse Méthodique des Risques légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-1-d	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale 2024 sur les dispositifs de détection. Elle s'est donc focalisée sur le dispositif de détection ammoniac de la principale salle des machines de production de froid du site.

Il ressort de cette inspection que l'exploitant doit faire preuve de plus de rigueur dans le suivi de l'efficacité de son système de détection. En effet, plusieurs écarts à la réglementation ont été relevés. Parmi les principaux écarts, il a été constaté que l'exploitant :

- n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une étude préalable à l'implantation des capteurs. L'exploitant a toutefois rapidement engagé une action corrective en justifiant de la commande d'une telle étude auprès d'un prestataire spécialisé, étude programmée le 16 octobre 2024 ;
- n'effectue pas de vérification des détecteurs d'ammoniac selon la fréquence préconisée par le fournisseur des centrales de détection (vérification annuelle alors que le constructeur préconise une vérification a minima semestrielle) ;
- ne réalise pas de tests programmés des asservissements de sécurité associés au réseau de détecteurs d'ammoniac.

Un test en réel des asservissements associés à l'un des détecteurs de la salle des machines n°3 a été organisé par l'inspection des installations classées grâce à la présence, à sa demande, d'un technicien compétent en matière de contrôle de systèmes de détection, et ce malgré l'indisponibilité de la société habituellement en charge de ces contrôles sur le site de Saint-Jean de Monts.

Ce test a montré que le ventilateur de sécurité, qui doit automatiquement être mis en service dès le franchissement d'un premier seuil de sécurité du détecteur d'ammoniac, était inopérant le jour de l'inspection et ne s'est donc pas mis en service au franchissement du premier seuil de sécurité. Cet échec, qui constitue un écart majeur à la réglementation et dégrade notablement le niveau de sécurité du site, révèle tout l'intérêt de tester, périodiquement, le bon fonctionnement des asservissements de sécurité.

L'inspection des installations classées note toutefois que l'exploitant a été réactif suite au constat du caractère inopérant de l'extraction de sécurité : le jour même de l'inspection, il a déterminé l'origine du dysfonctionnement et mis en œuvre une action corrective provisoire. Il a ensuite justifié de la réparation pérenne de l'extracteur le 17 octobre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection Ammoniac – technologie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – technologie
Prescription contrôlée : <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p>
Constats : <p>Le site comporte 2 salles des machines pour la production de froid, fonctionnant à l'ammoniac. L'inspection a porté sur la principale installation de production de froid (SMD 3), contenant un total d'environ 4,9 tonnes d'ammoniac (soit 99 % de la quantité totale d'ammoniac du site). Des détecteurs sont utilisés au sein de la salle des machines et dans les combles associés.</p> <p>Les détecteurs toximétriques sont localisés en salle des machines et dans les combles. Leur technologie, de type électro-chimique, est adaptée à l'objectif de détection (toximétrie).</p> <p>Le site dispose également d'un détecteur explosimétrique dans la salle des machines n°3. Il utilise la technologie catalytique, adaptée à l'objectif de détection (explosimétrie).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les notices de ces détecteurs, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• OLCT 50• OLCT 100• CTX 300 <p>Ces détecteurs sont reliés à des centrales gaz de type MX42A (centrale 4 voies pour des capteurs de type toximétrique et explosimétrique). La notice de cette centrale a également été transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – implantation
Prescription contrôlée : <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas d'étude préalable à l'implantation des capteurs, ce qui constitue un écart à la prescription.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une étude</p>

préalable d'implantation des capteurs a été commandée auprès de la société MATAL. L'exploitant a fourni le bon de commande pour cette étude et la prestation est prévue le 16 octobre 2024.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'une liste des capteurs présents sur le site intitulée "liste des capteurs NH₃ 2024". Cette liste a été transmise à l'inspection des installations classées. Les constats sur ce document sont les suivants :

- 9 capteurs de détection NH₃ sont référencés alors que dans les rapports des tests d'étalonnage réalisés par la société TELEDYNE OLDHAM, il y a 10 capteurs NH₃.
- les détecteurs sont tous identifiés en explosimétrie, alors que les cellules sont de type électro-chimiques correspondant donc à des capteurs toximétriques. Un seul capteur possède une cellule catalytique, mais celui-ci est absent de la liste établie par l'exploitant (cf. constat précédent)
- Pour 2 des capteurs, la date d'installation est absente
- La liste des opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité des capteurs dans le temps n'est pas précisée.

La liste des capteurs est donc incomplète et comporte des erreurs, ce qui constitue un écart à la prescription. Il est également rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 55 de l'arrêté du 4 octobre 2010, cette liste doit être tenue à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1^{er} seuil).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Constats :

Différents seuils de détection ont été instaurés pour les capteurs toximétriques :

- Seuil n°1 à 200 ppm et seuil n°2 à 400 ppm pour 4 capteurs
- Seuil n°1 à 500 ppm et seuil n°2 à 1000 ppm pour 5 capteurs

D'après le dernier rapport d'étalonnage des capteurs du 19 avril 2024 de la société TELEDYNE OLDHAM, le capteur explosimétrique présent en salle des machines dispose d'un seuil n°1 à 15 % de la LIE et d'un seuil n°2 à 30 % de la LIE.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier comment ont été fixés ces seuils. Il précise que ce point sera abordé dans l'étude préalable d'implantation des capteurs commandée auprès de la société

MATAL (cf. point de contrôle n°2). Ces seuils sont toutefois fréquemment utilisés pour des capteurs ammoniac en salle des machines.

Pour chaque capteur, la valeur du 2^{ème} seuil n'excède pas le double de la valeur du premier seuil, ce qui est conforme à la prescription. Par ailleurs, les seuils fixés sont en adéquation avec la gamme de mesure de chaque capteur.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification des EIPS daté du 23 janvier 2024, réalisé par la société MATAL. Dans ce rapport, il est indiqué qu'un capteur est présent en "couloir production" avec des seuils de 2000 ppm et 4000 ppm. Lors de l'inspection, le prestataire a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur dans le document, car ce capteur n'existe pas.

La vérification effective des asservissements associés à ces seuils fait l'objet du point de contrôle n°10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier des seuils de détection retenus pour chaque capteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

Prescription contrôlée :

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu, durant l'année écoulée, de déclenchement du seuil d'alarme gaz toxique du fait d'un incident d'exploitation.

Un déclenchement intempestif des seuils d'alarme a eu lieu, non lié à une fuite d'ammoniac, lors de l'étalonnage des capteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection Ammoniac – dispositif direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – dispositif direction du vent
Prescription contrôlée : Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent
Constats : Au moins quatre manches à air sont installées et réparties sur l'ensemble du site, afin qu'au moins une d'elle soit visible depuis n'importe quel endroit. L'exploitant a indiqué que ces manches à air ne sont pas visibles de nuit, ce qui constitue un écart à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détection Ammoniac – fréquence et type de tests

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – fréquence de tests
Prescription contrôlée : <u>Article 39 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997</u> Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. <u>Article 55 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</u> [...] L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les 2 derniers rapports de vérification des capteurs du 27 avril 2023 et du 19 avril 2024. Ces vérifications sont réalisées par la société Teledyne Oldham à fréquence annuelle (cf. contrat de maintenance). Ces vérifications correspondent à des opérations d'étalonnage de l'ensemble des capteurs. Il n'y a pas de tests d'asservissements, ce qui constitue un écart à la prescription. La notice des centrales MX42A précise que " <i>En tant qu'appareil de sécurité, il est cependant nécessaire de procéder à l'étalonnage des capteurs au minimum deux fois par an</i> ". L'étalonnage des capteurs a lieu 1 fois par an seulement, la fréquence préconisée par le constructeur n'est pas respectée, ce qui constitue un écart à la prescription.

Les rapports de vérification transmis appellent les observations suivantes :

- Un contrôle des matériels, avec éventuellement intervention sur ces matériels comme un remplacement (cf. rapport de vérification du 19/04/2024), est réalisé avant réglage du zéro, de la sensibilité, et du test de dépassement des alarmes. Il convient de réaliser un test avant de contrôler le matériel. En effet, cela permet de s'assurer que le détecteur aurait été apte à remplir sa fonction en cas de sollicitation et sans aucune intervention préalable extérieure ;
- Aucune indication n'est fournie concernant les valeurs lues sur la centrale, seules les valeurs des seuils sont mentionnés dans les rapports : ceux-ci doivent explicitement mentionner les valeurs avant passage du gaz étalon, après, et indiquer si le résultat du test est conforme. Si un étalonnage est ensuite réalisé, il doit être fait mention de la valeur lue après étalonnage ;
- Les rapports de vérification s'avèrent confus sur le volet « test des asservissements ». Par exemple, le rapport de 2023 mentionne en page 3 « *installation opérationnelle : Oui sans essai des asservissements* » puis sur cette même page « *il a été fait : [...] test des asservissements* » ;
- Aucune mesure des délais de mise en route des asservissements n'est réalisée (ou tout au moins enregistrée).

Lors de l'inspection, il a été précisé par l'exploitant que la société Oldham était en train de faire évoluer ses outils afin d'intégrer ces points dans ses rapports de vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser l'étalonnage de tous les capteurs au minimum 2 fois par an, conformément aux préconisations constructeur de la centrale MX42A.

Un test d'asservissements, dont les modalités sont à déterminer, est à réaliser selon une périodicité à définir pour s'assurer du bon fonctionnement de la chaîne de transmission.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests : critères d'acceptabilité et shunt

Prescription contrôlée :

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une procédure de test des capteurs ammoniac de la société Teledyne Oldham, datée du 6 février 2023. Il s'agit de la procédure du prestataire réalisant la vérification des capteurs.

L'exploitant ne dispose pas de procédure interne définissant les fréquences de contrôles, les différents tests à réaliser, les différentes opérations de remplacement du matériel, etc ..., ce qui

constitue un écart à la prescription.

La procédure du prestataire précise bien les critères d'acceptabilité des contrôles. Si un des critères n'est pas rempli, le capteur est déclaré "non conforme" et la cellule doit être changée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir une procédure interne définissant les fréquences de contrôles, les différents tests à réaliser, les différentes opérations de remplacement du matériel, etc ...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Détection Ammoniac – Test des asservissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – Test des asservissements

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;

- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1^{er} seuil).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Constats :

D'après le fichier "liste des détecteurs NH₃ 2024", le franchissement des seuils de détection déclenche les asservissements suivants :

- pour le seuil n°1 : mise en route de l'extracteur, report lumineux sur coffret gaz, report d'alarme sur la supervision et alarme sonore
- pour le seuil n°2 : mise en route de l'extracteur, report lumineux sur coffret gaz, report d'alarme sur la supervision, coupure d'alimentation électrique et alarme sonore.

L'exploitant précise que des extracteurs sont également présents dans les combles au niveau des stations de vannes (5 extracteurs dans les combles).

L'exploitant précise également que l'alarme lors du franchissement du 2^{ème} seuil n'est pas audible en tout point de l'établissement, ce qui constitue un écart à la prescription.

La vérification effective des asservissements associés à ces seuils fait l'objet du point de contrôle n°10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une alarme audible en tout point de l'établissement en cas de franchissement du seuil n°2 de détection NH₃.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs
Prescription contrôlée : Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédure d'indisponibilité des détecteurs ou des EIPS, ce qui constitue un écart à la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir une procédure d'indisponibilité des EIPS afin d'anticiper la conduite à tenir, notamment en cas d'indisponibilité longue d'un EIPS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Détection Ammoniac – Test réel des asservissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – test réel – matériel
Prescription contrôlée : Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.
Constats : Il a été demandé au technicien de réaliser un test des asservissements en salle des machines n°3. Pour ce test, le capteur toximétrique situé au-dessus de la bouteille BP a été retenu. Le prestataire a utilisé une bouteille de gaz étalon NH ₃ avec une perche et une coiffe pour simuler la présence d'ammoniac. Lors du déclenchement du seuil n°1 (500 ppm), une alarme sonore était audible au niveau de l'armoire de commandes et un voyant "fuite NH ₃ préalarme" s'est allumé sur l'armoire de commandes. L'extracteur de la salle des machines tournait mais à une vitesse jugée faible par l'inspecteur des installations classées. Une valeur d'environ 700 ppm a été lue au niveau de l'automate dans l'armoire de commandes. Lors du déclenchement du seuil n°2 (1000 ppm), l'alimentation électrique de la salle des machines s'est automatiquement coupée et un voyant "fuite NH ₃ " s'est allumé sur l'armoire de commandes. L'extracteur de la salle des machines s'est, quant à lui, arrêté après quelques secondes. Après vérification et échanges avec le technicien, il s'avère que le ventilateur de l'extracteur tournait du

<p>seul fait des mouvements d'air naturels de la salle des machines et du phénomène de dépression.</p> <p>En conclusion, le test en réel des asservissements a montré que l'extracteur ne s'est pas mis en service, avec le débit de sécurité, après franchissement du premier puis du second seuil de sécurité, ce qui constitue un écart majeur à la prescription.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a recherché les causes de ce dysfonctionnement et découvert qu'un câble électrique était sectionné, rendant inopérant l'extracteur. L'exploitant a installé un câble provisoire et testé le bon fonctionnement de l'extracteur. Des photos ont été transmises à l'inspection des installations classées pour justifier de cette installation provisoire. L'intervention d'un électricien pour effectuer le câblage dans les règles de l'art s'est déroulée le 17 octobre 2024. L'exploitant ayant corrigé rapidement l'écart, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure sur ce point à Monsieur le préfet de la Vendée.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été remarqué que le test dans la salle des machines a été réalisé avec l'extracteur paramétré en marche forcée. Il est signalé à l'exploitant que lors d'un test d'asservissement, il convient de laisser l'extracteur en mode automatique afin de tester toute la chaîne de sécurité.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser périodiquement un test de l'efficacité de la chaîne de détection, c'est-à-dire un test de fonctionnalité, dans les conditions réelles au moment du test (sans intervention préalable : nettoyage des capteurs, étalonnage). Ce test de fonctionnalité doit également intégrer une vérification que la cinétique de mise en œuvre est compatible avec les hypothèses de l'étude de dangers.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Analyse Méthodique des Risques légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3-f-II.1.d
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'AMR légionelles, révisée en septembre 2024 suite au dépassement de 100000 UFC/l du 23 août 2024.</p> <p>Selon l'exploitant, l'origine du dépassement pourrait provenir d'une contamination de l'eau d'appoint de récupération. L'AMR a bien identifié ce risque (n°29 dans le document) et le moyen de maîtrise associé.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>